

LE LIVRE NOIR DU COMMUNISME

Section Cuba : l'interminable totalitarisme tropical

STÉPHANE COURTOIS, NICOLAS WERTH,
JEAN-LOUIS PANNÉ, ANDRZEJ PACZKOWSKI,
KAREL BARTOSEK, JEAN-LOUIS MARGOLIN

LE LIVRE NOIR DU COMMUNISME

Crimes, terreur et répression

avec la collaboration de Rémi Kauffer, Pierre Rigoulot,
Pascal Fontaine, Yves Santamaria et Sylvain Boulouque



ROBERT LAFFONT

*Ouvrage publié sous la direction
de Charles Ronsac*

© Éditions Robert Laffont, S.A., Paris, 1997
ISBN 2-221-08204-4

TABLE

LES CRIMES DU COMMUNISME	9
--------------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

UN ÉTAT CONTRE SON PEUPLE

1. Paradoxes et malentendus d'Octobre.....	49
2. Le « bras armé de la dictature du prolétariat ».....	64
3. La Terreur rouge.....	83
4. La « sale guerre ».....	94
5. De Tambov à la grande famine.....	123
6. De la trêve au « grand tournant ».....	148
7. Collectivisation forcée et dékoulakisation.....	164
8. La grande famine.....	178
9. « Éléments socialement étrangers » et cycles répressifs.....	189
10. La Grande Terreur (1936-1938).....	206
11. L'empire des camps.....	226
12. L'envers d'une victoire.....	240
13. Apogée et crise du goulag.....	258
14. Le dernier complot.....	269
15. La sortie du stalinisme.....	277
Pour conclure.....	289

DEUXIÈME PARTIE

RÉVOLUTION MONDIALE, GUERRE CIVILE ET TERREUR

1. Le Komintern à l'action.....	299
3. L'ombre portée du NKVD en Espagne.....	365
3. Communisme et terrorisme.....	387

TROISIÈME PARTIE

L'AUTRE EUROPE VICTIME DU COMMUNISME

- | | |
|--|-----|
| 1. Pologne, la « nation-ennemi » | 397 |
| Les répressions soviétiques envers les Polonais — Pologne 1944-1989 : le système de répression | |
| 2. Europe centrale et du Sud-Est | 429 |
| Terreur « importée » ? — Les procès politiques contre les alliés non communistes — La destruction de la société civile — Le « petit peuple » et le système concentrationnaire — Les procès des dirigeants communistes — De la « post-terreur » au postcommunisme — Une gestion complexe du passé | |

QUATRIÈME PARTIE

COMMUNISMES D'ASIE : ENTRE « RÉÉDUCATION » ET MASSACRE

- | | |
|---|-----|
| 1. Chine : une longue marche dans la nuit | 503 |
| Une tradition de violence ? — Une révolution inséparable de la terreur (1927-1946) — Réforme agraire et purges urbaines (1946-1957) — La plus grande famine de l'histoire (1959-1961) — Un « goulag » caché : le laogai — La Révolution culturelle : un totalitarisme anarchique (1966-1976) — L'ère Deng : le délitement de la terreur (depuis 1976) — Tibet : génocide sur le toit du monde ? | |
| 2. Corée du Nord, Vietnam, Laos : la semence du Dragon | 598 |
| Crimes, terreur et secret en Corée du Nord — Vietnam : les impasses d'un communisme de guerre — Laos : populations en fuite | |
| 3. Cambodge : au pays du crime déconcertant | 630 |
| Conclusion | 696 |
| Sélection bibliographique Asie | 702 |

CINQUIÈME PARTIE

LE TIERS-MONDE

- | | |
|---|-----|
| 1. L'Amérique latine à l'épreuve des communismes | 705 |
| Cuba : l'interminable totalitarisme tropical — Nicaragua : L'échec d'un projet totalitaire — Pérou : la « longue marche » sanglante du Sentier lumineux | |
| 2. Afrocommunismes : Éthiopie, Angola, Mozambique | 743 |
| 3. Le communisme en Afghanistan | 768 |
| POURQUOI ? | 793 |
| Index | 827 |
| Les auteurs | 843 |

© L'Illustration / Sygma



Castro muselle la société civile au moyen des Comités de défense de la révolution quadrillant villes et campagnes. Complément indispensable à ces organes d'espionnage domestique et de dénonciation : les tribunaux populaires qui se réunissent le plus souvent dans les locaux des CDR (ici en juin 1974).

© Viviane Rivière / Sipa Press



Avant les boat people du Vietnam, il y eut les *Balseros* de Cuba. Ils furent des dizaines de milliers à tenter de quitter l'île sur des embarcations fabriquées avec des matériaux de récupération. Ils furent des milliers à périr en mer.

L'Amérique latine à l'épreuve des communismes par Pascal Fontaine

CUBA. L'INTERMINABLE TOTALITARISME TROPICAL

La principale île des Caraïbes a connu depuis le début du siècle une vie politique agitée, marquée au sceau des mouvements démocratiques et sociaux. Déjà en 1933, un putsch militaire emmené par le sergent sténographe Fulgencio Batista avait renversé la dictature de Gerardo Machado. Devenu chef de l'armée, Batista fit et défit pendant vingt ans les présidents d'un pouvoir aux orientations sociales et opposé aux ingérences américaines. Élu en 1940 président de la République, Batista promulgua une constitution libérale. En 1952, il mena un ultime coup d'État, interrompit le processus démocratique, symbolisé par des élections libres prévues pour la même année, et gouverna en s'appuyant alternativement sur divers partis politiques, dont le Parti socialiste populaire, en réalité le Parti communiste cubain.

Sous Batista, Cuba connut un net décollage économique mais la richesse est très mal répartie¹, avec en particulier un fort déséquilibre entre des campagnes déshéritées et les villes aux fortes infrastructures et à l'argent facile dégagé par la pègre italo-américaine — on comptait en 1958 11 500 prostituées à La Havane. La corruption et l'affairisme caractérisaient l'ère Batista et, peu à peu, la classe moyenne se détacha du régime². Le 26 juillet 1953 un groupe d'étudiants attaqua à La Havane la

1. En 1952, Cuba occupait le 3^e rang sur les 20 pays latino-américains pour le produit national brut par habitant ; trente ans plus tard, après plus de vingt ans de castrisme, Cuba n'occupait plus que le 15^e rang juste devant le Nicaragua, le Salvador, la Bolivie et Haïti ; cf. Jeannine Verdès-Leroux, *La Lune et la caudillo*, Gallimard, 1998, p. 16.

2. La critique du régime de Batista ne doit pas faire oublier les mensonges de la propagande castriste au sujet de l'état du pays — le nouveau régime avait besoin d'en « rajouter » pour être plus crédible et gagner la sympathie des intellectuels occidentaux. Castro soutint que 50 % de la population était analphabète ; en réalité, en 1958, le taux était de 22 % et, à l'époque, dans la population mondiale, il était estimé à 44 %.

caserne de la Montada. Plusieurs d'entre eux sont tués et un de leurs leaders, Fidel Castro, fut arrêté. Condamné à quinze ans de prison, il fut bientôt libéré, gagna le Mexique et se lança dans la formation d'un mouvement de guérilla, le Mouvement du 26 juillet, essentiellement composé de jeunes gens libéraux. C'est seulement en 1957 que les étudiants, sous l'impulsion de José Antonio Etcheveria, créèrent un Directoire étudiant révolutionnaire qui patronna un groupe armé et attaqua en mars le palais présidentiel. Ce fut un échec total ; Etcheveria fut tué et le Directoire décapité.

La répression menée par le régime fut violente et fit des milliers de victimes¹. Les réseaux de guérilla urbaine furent les plus touchés, avec 80 % de pertes, contre 20 % aux guérillas rurales de la Sierra. Le 7 novembre 1958, à la tête d'une colonne de guérilleros, Ernesto Guevara entama une marche sur La Havane. Le 1^{er} janvier 1959, Batista s'enfuyait, tout comme les principaux dignitaires de sa dictature ; Rolando Masferrer, patron de la sinistre police parallèle appelée « les tigres », et Estebán Ventura, chef de la police secrète, deux tortionnaires, ont gagné Miami. Le leader de la Confédération des travailleurs cubains (CTC), Eusebio Mujal, qui avait passé nombre d'accords avec Batista, jugea prudent de se réfugier à l'ambassade d'Argentine. La facile victoire des guérilleros éclipsa le rôle joué par d'autres mouvements dans la chute de Batista. En réalité, la guérilla n'avait livré que des combats mineurs et Batista fut vaincu avant tout parce qu'il avait perdu le contrôle de La Havane face au terrorisme urbain. L'embargo américain sur les armes joua également en sa défaveur.

Le 8 janvier 1959, Castro et les *barbudos* font une entrée triomphale dans la capitale. Dès la prise du pouvoir, les prisons de la Cabãna à La Havane et de Santa Clara furent le théâtre d'exécutions massives. Selon la presse étrangère, cette épuration sommaire fit six cents victimes parmi les partisans de Batista, en cinq mois. Les tribunaux d'exception créés uniquement pour prononcer des condamnations furent organisés. « Les formes des procès et les principes sur lesquels le droit fut conçu étaient hautement significatifs : la nature totalitaire du régime y était inscrite dès le départ », constate Jeannine Verdès-Leroux². Des simulacres de jugement ont lieu dans une ambiance de kermesse : une foule de 18 000 personnes rassemblée au Palais des Sports « juge » le commandant batistien Jesús Sosa Blanco, accusé d'assassinats, en pointant les pouces vers le sol — il s'écrie : « C'est digne de la Rome antique ! » Il sera fusillé.

Dans la Sierra, Castro avait donné en 1957 une interview au journaliste Herbert Matthews, du *New York Times*, à qui il déclarait : « Le

1. Après enquête, Jeannine Verdès-Leroux conclut que le chiffre de 20 000 morts avancé par la propagande castriste et repris par les intellectuels occidentaux de gauche, est faux. Elle avance le chiffre de 2 000 morts, après une discussion serrée des sources.

2. Jeannine Verdès-Leroux, *op. cit.*, p. 179-189.

pouvoir ne m'intéresse pas. Après la victoire, je veux rentrer dans mon village et reprendre mon métier d'avocat. » Déclaration d'intention certainement hypocrite, immédiatement démentie par la politique qu'il suivit. Dès la prise du pouvoir, de sourdes luttes intestines minèrent le jeune gouvernement révolutionnaire. Le 15 février 1959, le Premier ministre Miro Cardona démissionna. Déjà commandant en chef de l'armée, Castro le remplaça. En juin, il décida d'annuler le projet d'organiser des élections libres, autrefois promises dans un délai de dix-huit mois. Devant les habitants de La Havane, il justifia sa décision par cette interpellation : « Des élections ! Pour quoi faire ? » Il reniait ainsi l'un des points fondamentaux inscrit au programme des révolutionnaires anti-Batista. Ainsi Castro perpétua une situation instaurée par le dictateur déchu. De surcroît, il suspendit la Constitution de 1940 qui garantissait les droits fondamentaux, pour gouverner uniquement par décret — avant d'imposer en 1976 une constitution inspirée de celle de l'URSS. Il prit soin également de promulguer deux textes de lois, la loi n° 54 et la loi n° 53 (texte relatif à la loi sur les associations) qui limitaient le droit des citoyens à s'associer librement.

Castro, qui travaillait alors en étroites relations avec ses proches, entreprit d'écarter les démocrates du gouvernement et pour y parvenir s'appuya sur son frère Raúl (membre du Parti socialiste populaire, c'est-à-dire le PC) et sur Guevara, soviétophile convaincu. Dès juin 1959 se cristallisait l'opposition entre libéraux et radicaux à propos de la réforme agraire lancée le 17 mai. Le projet initial visait à constituer une moyenne bourgeoisie foncière par le biais d'une répartition des terres. Castro choisit une politique plus radicale, sous l'égide de l'*Instituto nacional de reforma agraria* (Institut national de la réforme agraire, INRA) confié à des marxistes orthodoxes et dont il fut le premier président. D'un trait de plume, il annula le plan proposé par le ministre de l'Agriculture, Humberto Sori Marin. En juin 1959, et pour accélérer la réforme agraire, Castro donna l'ordre à l'armée de prendre le contrôle de cent domaines dans la province de Camagüey.

La crise, latente, rebondit en juillet 1959 lorsque le président de la République Manuel Urrutia — un ancien juge d'instruction qui avait courageusement défendu des *barbudos* en 1956 — donna sa démission. Bientôt le ministre des Affaires étrangères, Roberto Agramonte, fut remplacé par Raúl Roa, un castriste de la première heure. Le ministre des Affaires sociales, qui désapprouvait un verdict prononcé à l'encontre d'aviateurs accusés de crime contre des civils, démissionna à son tour¹. Courant 1960, le processus s'amplifia : en mars, Rupo Lopez Fresquet, ministre des Finances depuis janvier 1959, rompit avec Castro, passa à

1. Au cours de ce procès dit des Aviateurs (février 1959), le ministre de la Défense occupa le siège du procureur. Les aviateurs acquittés, Castro intervint pour qu'ils soient condamnés dans un second procès en mars — le droit est au service du dictateur.

l'opposition puis s'exila. Un autre membre du gouvernement, Anres Suarez, quitta définitivement le pays la même année. Les derniers périodiques indépendants disparurent, le musellement méthodique arrivait à son terme. Le 20 janvier 1960, Jorge Zayas, directeur du journal antibatistien *Avance*, partit en exil ; en juillet, Miguel Angel Quevedo, rédacteur en chef de *Bohemia*, quitta Cuba — *Bohemia* avait reproduit les déclarations de Castro lors du procès de la Moncada. Ne restait que le périodique communiste *Hoy*. À l'automne 1960, les dernières figures de l'opposition, politiques ou militaires, furent arrêtées, tels William Morgan ou Humberto Sori Marin. Morgan, autrefois commandant dans la Sierra sera fusillé début 1961.

Bientôt les derniers démocrates se retiraient du gouvernement, tels Manolo Ray¹, le ministre des Travaux publics, ou Enrique Oltusky, le ministre des Communications. C'est alors que se produisit la première grande vague de départs : près de cinquante mille personnes, issues des classes moyennes qui avaient soutenu la révolution, s'exilent. L'absence de médecins, de professeurs ou d'avocats devait durablement fragiliser la société cubaine.

Après les classes moyennes, c'est le monde ouvrier qui subit la répression. D'emblée, les syndicats se montrèrent rétifs au nouveau régime tel qu'il se dessinait. L'un de leurs principaux leaders était le responsable des syndicats du sucre, David Salvador. Homme de gauche, il avait rompu avec le PSP lorsque ce dernier avait refusé de combattre la dictature de Batista ; il avait organisé les grandes grèves des centrales sucrières en 1955 ; arrêté et torturé, il avait apporté son soutien à la grève d'avril 1958, lancée par les castristes du Mouvement du 26 juillet. Élu démocratiquement secrétaire général de la Confédération des travailleurs cubains en 1959, il se vit imposer deux adjoints, des communistes de la première heure qui n'avaient pas subi l'épreuve démocratique de l'élection. Il tenta d'enrayer le noyautage et le contrôle de sa centrale par les communistes, mais, dès le printemps 1960, Salvador était marginalisé. Il rejoignit la clandestinité en juin. Arrêté en août 1962, il purgea une peine de douze ans de prison. C'était une autre grande figure de la résistance à Batista qui était écartée. Finalement, Castro obtiendra en 1962 du syndicat unique, la CTC, qu'il demande la suppression du droit de grève : « Le syndicat n'est pas un organe revendicatif », précisa un apparatchik du Parti.

Après son arrestation en 1953, Fidel Castro avait sauvé sa tête grâce à l'intervention de l'archevêque de Santiago de Cuba, Mgr Perez Serantes. Le clergé avait accueilli avec soulagement le départ de Batista. Quelques prêtres avaient même suivi les guérilleros dans la Sierra. Mais l'Église s'était élevée contre les jugements expéditifs des batistiens, tout comme elle avait condamné les crimes des « Tigres » de Masferrer. Dès 1959, elle

1. Manolo Ray relance un nouveau mouvement armé, le Mouvement révolutionnaire populaire (MRP), qui sera très actif en 1960-1961.

dénonça l'infiltration communiste. Castro saisit le prétexte de l'affaire de la baie des Cochons¹ pour interdire sur ordre gouvernemental la revue *La Quincena*. En mai 1961, tous les collèges religieux furent fermés et leurs bâtiments confisqués, y compris le collège jésuite de Belen où Fidel avait suivi ses études. Sanglé dans son uniforme, le Líder Máximo (« chef suprême ») déclara : « Que les curés phalangistes se préparent à faire leur valise ! » L'avertissement n'était pas gratuit puisque, le 17 septembre 1961, 131 prêtres diocésains et religieux furent expulsés de Cuba. Pour survivre, l'Église dut se replier sur elle-même. Le régime œuvra à la marginalisation des institutions religieuses. L'un des procédés consistait à laisser chaque Cubain libre d'afficher sa foi, quitte à subir les mesures de rétorsion, comme l'interdiction d'accès à l'université et aux carrières administratives.

La répression toucha également de plein fouet le monde artistique. Dès 1961, Castro a défini le rôle des artistes au sein de la société. Un slogan résume ses conceptions : « Dans la révolution tout, en dehors rien ! » La destinée d'Ernesto Padilla illustre parfaitement l'état de la culture. Écrivain révolutionnaire, Padilla finit par quitter Cuba en 1970 après avoir été contraint de faire son « autocritique ». Après dix années d'errance, Reinaldo Arenas profita de l'exode de Mariel pour quitter lui aussi définitivement Cuba.

Che Guevara, l'envers du mythe

Fidel Castro se référait sans cesse à la Révolution française : le Paris jacobin avait eu Saint-Just, La Havane des guérilleros avait son Che Guevara, version latino-américaine de Netchaïev.

Fils de bonne famille né à Buenos Aires en 1928, Ernesto Guevara sillonne très jeune le sous-continent américain. Ce jeune bourgeois fragilisé par un asthme chronique termine ses études de médecine après un périple à mobylette entre la Pampa et la jungle d'Amérique centrale. Au début des années cinquante, il rencontre la misère au Guatemala à l'époque du régime progressiste de Jacobo Arbenz qui est renversé par les Américains — Guevara apprend à haïr les États-Unis. « J'appartiens, de par ma formation idéologique, à ceux qui croient que la solution des problèmes de ce monde est derrière ce que l'on appelle le rideau de fer », écrit-il à un ami en 1957 (Lettre à René Ramos Latour, cité par Jeannine Verdès-Leroux, *op. cit.*). Une nuit de 1955, au Mexique, il rencontre un jeune avocat cubain exilé qui prépare son retour à Cuba : Fidel Castro. Guevara décide de suivre ces Cubains qui débarqueront sur l'île en décembre 1956. Nommé dans les maquis commandant d'une « colonne », il se fait très vite remarquer par sa dureté. Un gamin, guérillero de sa colonne, qui a volé un peu de nourriture, est immédiatement fusillé, sans autre forme de procès. Ce « partisan de

1. Tentative malheureuse de débarquement de guérilleros anticastristes, opération de la CIA initiée par D. Eisenhower et poursuivie par J.F. Kennedy.

l'autoritarisme à tout crin », selon son ancien compagnon de Bolivie Régis Debray (*Loués soient nos seigneurs*, Gallimard, 1996, p. 184), qui veut déjà imposer une révolution communiste, se heurte à plusieurs commandants cubains authentiquement démocrates.

À l'automne 1958, il ouvre un second front dans la plaine de Las Villas, au centre de l'île. Il remporte un succès éclatant en attaquant à Santa Clara un train de renforts militaires envoyé par Batista : les militaires s'enfuient, refusant le combat. Une fois la victoire acquise, Guevara occupe la charge de « procureur » et décide des recours en grâce. En tout état de cause, la prison de la Cabana où il officie est le théâtre de nombreuses exécutions, notamment d'anciens compagnons d'armes demeurés démocrates.

Nommé ministre de l'Industrie et directeur de la Banque centrale, il trouve avec ses fonctions l'occasion d'appliquer sa doctrine politique, imposant à Cuba le « modèle soviétique ». Méprisant l'argent mais vivant dans les quartiers privés de La Havane, ministre de l'Économie mais dépourvu des plus élémentaires notions d'économie, il finit par ruiner la Banque centrale. Il est plus à l'aise pour instituer les « dimanches de travail volontaires », fruit de son admiration pour l'URSS et la Chine — il saluera la Révolution culturelle. Régis Debray (*op. cit.*, p. 185) fait remarquer : « C'est lui et non Fidel qui a inventé en 1960, dans la péninsule de Guanaha, le premier "camp de travail correctif" (nous dirions de travaux forcés)... »

Dans son testament, cet élève de l'école de la Terreur loue « la haine efficace qui fait de l'homme une efficace, violente, sélective et froide machine à tuer » (Régis Debray, *op. cit.*, p. 186). « Je ne peux pas être ami avec quelqu'un s'il ne partage pas mes idées », avoue ce sectaire qui baptise son fils Vladimir, en hommage à Lénine. Dogmatique, froid et intolérant, le « Che » (expression argentine) est en complet décalage avec le naturel ouvert et chaleureux des Cubains. À Cuba, il est l'un des artisans de l'embrigadement de la jeunesse, sacrifiant au culte de l'homme nouveau.

Désireux d'exporter la révolution dans sa version cubaine, aveuglé par un anti-américanisme sommaire, il s'emploie à propager les guérillas à travers le monde, selon son slogan : « Créer deux, trois... de nombreux Vietnam ! » (mai 1967). En 1963, il est en Algérie puis à Dar-es-Salam, avant de gagner le Congo où il croise le chemin d'un certain Désiré Kabila, un marxiste devenu aujourd'hui maître du Zaïre qui ne répugne pas aux massacres de populations civiles.

Castro l'utilise à des fins tactiques. Une fois leur rupture survenue, Guevara gagne la Bolivie. Tentant d'appliquer la théorie du *foco* (foyer) de guérilla, dédaignant la politique du Parti communiste bolivien, ne rencontrant aucun soutien de la part des paysans dont pas un ne rejoindra son maquis itinérant. Isolé et traqué, Guevara est capturé le 8 octobre 1967 et exécuté le lendemain.

L'armée des anciens rebelles connut aussi un processus de mise au pas. Dès juillet 1959, un proche de Castro, le commandant d'aviation Diaz Lanz, démissionna et gagna les États-Unis. Le mois suivant, une vague

d'arrestations, la première, est organisée sous le prétexte de déjouer une tentative de coup d'État.

Dès 1956, Huber Matos avait aidé les *barbudos* dans la Sierra, cherchant des appuis au Costa Rica, les ravitaillant en armes et munitions avec un avion privé, libérant Santiago de Cuba, la deuxième ville du pays, à la tête de la colonne n° 9 « Antonio-Guiterras ». Devenu gouverneur de la province de Camagüey, mais en profond désaccord avec la « communisation » du régime, il abandonna ses fonctions. Castro y vit un complot et chargea un héros de la guérilla, Camillo Cienfuegos, d'arrêter Matos en raison de son « anticommunisme ». Sans égard pour ce combattant exemplaire, Castro lui infligea un « Procès de Moscou à La Havane » dans lequel il intervint lui-même. Devant le tribunal, il exerça des pressions sans retenue : « Je vous le dis. Choisissez : c'est Matos ou moi ! », et interdit aux témoins favorables à l'accusé de s'exprimer. Matos fut condamné à vingt ans de prison qu'il accomplit jusqu'au dernier jour. Tous ses proches furent incarcérés.

Privés de la moindre possibilité d'expression, de nombreux opposants à Castro entrèrent dans la clandestinité, rejoints par les anciens animateurs de la guérilla urbaine contre Batista. Au début des années soixante, cette opposition clandestine s'est transformée en un mouvement de révolte implanté dans les montagnes de l'Escambray. Encadré par d'authentiques *barbudos*, il refusait la collectivisation forcée des terres et la dictature. Raúl Castro dépêcha tous ses moyens militaires, blindés et artillerie, ainsi que des miliciens par centaines pour mettre fin à la rébellion. Les familles des paysans rebelles furent déplacées dans le but de saper les bases populaires de la révolte. Des centaines d'entre elles se retrouvèrent transplantées à des centaines de kilomètres de l'Escambray dans la région des plantations de tabac à Pinar del Río à l'extrême-ouest de l'île. C'est la seule fois où le pouvoir castriste recourut à la déportation de population.

Néanmoins, les combats ont duré pendant cinq années. De plus en plus isolés, les maquis disparurent les uns après les autres. Pour les rebelles et leurs chefs, la justice fut expéditive. Guevara trouva l'occasion de liquider l'un des anciens jeunes chefs de la guérilla antibatistienne, Jesús Carreras, qui s'était opposé à sa politique dès 1958. Blessé au cours d'un accrochage, Carreras fut traîné au poteau d'exécution, Guevara refusant de lui accorder la grâce. À Santa Clara, 381 « bandits » capturés furent jugés. À la prison de La Loma de los Coches, dans les années qui suivent le triomphe de 1959 et pendant la liquidation des maquis de l'Escambray, plus de mille « contre-révolutionnaires » furent fusillés.

Après sa démission du ministère de l'Agriculture, Humberto Sori Marin tenta de créer à Cuba un *foco* (foyer de lutte armée). Arrêté et jugé par un tribunal militaire, il fut condamné à la peine capitale. Sa mère implora sa grâce auprès de Castro, lui rappelant que Sori Marin et lui se connaissaient depuis les années cinquante. Castro promit que Humberto Sori Marin aurait la vie sauve ; quelques jours plus tard il était fusillé.

Périodiquement, après les maquis de l'Escambray, il y eut des tentatives d'implantation de commandos armés sur le sol cubain. La plupart appartenaient aux commandos *Liberación* de Tony Cuesta et aux groupes Alpha 66, créés dès le début des années soixante. La plupart de ces débarquements, inspirés par celui de Castro lui-même, échouèrent.

En 1960, les juges perdirent leur inamovibilité et passèrent sous l'autorité du pouvoir central, négation de la séparation des pouvoirs caractéristique de la dictature.

L'université ne put échapper à la mise au pas générale. Jeune étudiant en génie civil, Pedro Luis Boitel se présenta à la présidence de la Fédération étudiante universitaire (FEU). Ancien opposant à Batista, il était aussi un adversaire acharné de Fidel Castro. Avec l'appui des frères Castro, ce fut le candidat du régime, Rolando Cubella, qui fut élu. Arrêté peu après, Boitel fut condamné à dix ans de prison et incarcéré dans une prison particulièrement dure : Boniato. À plusieurs reprises, il fit la grève de la faim pour protester contre les traitements inhumains. Le 3 avril 1972, il en commença une nouvelle pour obtenir des conditions décentes d'incarcération. Boitel apostropha ainsi l'un des responsables de la prison : « Je fais cette grève pour qu'on m'applique les droits réservés aux prisonniers politiques. Droits que vous exigez pour les détenus des dictatures des pays d'Amérique latine mais que vous refusez pour ceux de votre pays ! » Mais rien n'y fit. Sans assistance médicale, Boitel agonisait. À partir du quarante-cinquième jour, son état devint critique ; au quarante-neuvième, il sombra dans un semi-coma. Les autorités n'intervenaient toujours pas. Le 23 mai à 3 heures du matin, après cinquante-trois jours de grève de la faim, Boitel décéda. Les autorités refusèrent à sa mère de voir le corps de son fils.

Très vite, Castro a pris appui sur un service de renseignements efficace. La « Sécurité » fut confiée à Ramiro Valdés tandis que Raúl Castro avait la haute main sur le ministère de la Défense. Il réactiva les tribunaux militaires et bientôt le *paredón* — le poteau d'exécution — devint un outil judiciaire à part entière.

Surnommé la « Gestapo rouge » par les Cubains, le Département de la sécurité d'État (DSE), connue aussi sous le nom de *Dirección General de Contra-Inteligencia*, fit ses premières armes entre 1959-1962 lorsqu'il était chargé d'infiltrer et de détruire les diverses oppositions à Castro. La DSE dirigea la sanglante liquidation des maquis de l'Escambray et veilla à la mise en place des travaux forcés. Bien entendu, c'est lui qui détient la haute main sur le système carcéral.

S'inspirant du modèle soviétique, la DSE fut dirigée dès l'origine par Ramiro Valdés, un proche de Castro depuis l'époque de la Sierra Madre. Au fil des ans, la DSE joua un rôle de plus en plus considérable, gagnant une certaine autonomie. Théoriquement, elle dépend du « Minit », le ministère de l'Intérieur. Elle comprend plusieurs branches qui seront

détaillées par le général d'aviation Del Pino après qu'il se fut réfugié à Miami en 1987. Certaines sections sont chargées de surveiller tous les fonctionnaires des administrations. La 3^e section contrôle ceux qui travaillent dans le secteur de la culture, des sports et de la création artistique (écrivains, cinéastes). La 4^e section s'occupe des organismes en relation avec l'économie, le ministère des Transports et des Communications. La 6^e section, qui emploie plus de mille agents, a en charge les écoutes téléphoniques. La 8^e section surveille les correspondances, c'est-à-dire viole le secret du courrier postal. D'autres sections surveillent le corps diplomatique et les visiteurs étrangers. La DSE entretient la survie du système castriste en utilisant à des fins économiques les milliers de détenus qui sont affectés à des travaux forcés. Elle constitue un monde de privilégiés disposant de pouvoirs illimités.

La *Dirección Special del Ministerio del Interior* ou DEM recrute les *chivatos* (les indicateurs) par milliers pour contrôler la population. La DEM travaille selon trois axes : le premier, appelé « information », consiste à établir un dossier sur chaque Cubain ; le deuxième, « état de l'opinion », sonde l'opinion des habitants ; le troisième, appelé « ligne idéologique », a pour mission de surveiller les églises et les congrégations par l'infiltration d'agents.

Depuis 1967, le Minit dispose de ses propres sections d'intervention : les *Fuerzas Especiales*. En 1995, elles comptaient cinquante mille hommes. Ces troupes de choc collaborent étroitement avec la *Dirección 5* et la *Dirección de Seguridad Personal* (service de protection rapprochée). Garde prétorienne de Castro, la DSP est composée de trois unités d'escorte de plus de cent hommes chacune. Renforcée par des hommes-grenouilles et un détachement naval, elle doit protéger physiquement Fidel Castro. On évalue, en 1995, les troupes chargées de cette besogne à plusieurs milliers d'hommes. De surcroît, des experts étudient les scénarios possibles d'attentats contre lui, des goûteurs testent sa nourriture et un corps médical spécial est à sa disposition vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La *Dirección 5* est « spécialisée » dans l'élimination des opposants. Deux authentiques opposants à Batista devenus anticastristes furent victimes de cette section : Elias de la Torriente fut abattu à Miami et Aldo Vera, un de chefs de la guérilla urbaine contre Batista, fut assassiné à Puerto Rico. En exil à Miami, Hubert Matos est contraint de se faire protéger par plusieurs vigiles en armes. Les détentions et les interrogatoires menés par la *Dirección 5* ont lieu au Centre de détention de Villa Marista à La Havane, un ancien bâtiment de la congrégation des Frères Maristes. Des tortures plus psychiques que physiques se déroulent dans un univers clos, à l'abri des regards, dans un isolement extrême pour le détenu.

Autre unité de la police politique, la *Dirección General de la Inteligencia* (Direction générale des renseignements) qui s'apparente plus à un service de renseignements classique. Ses domaines de prédilection sont

l'espionnage, le contre-espionnage, l'infiltration des administrations des pays non communistes et des organisations des exilés cubains.

Il est possible de dresser un bilan de la répression des années soixante : de sept à dix mille personnes ont été passées par les armes et on estimait les prisonniers politiques au nombre de trente mille. En conséquence, le gouvernement castriste a eu très vite à gérer un nombre considérable de détenus politiques, avec notamment les prisonniers de l'Escambray et ceux de Playa Giron — la baie des Cochons.

L'Unité militaire d'aide à la production (UMAP), qui fonctionna de 1964 à 1967, fut le premier essai de développement de travail pénitentiaire. Opérationnel en novembre 1965, les camps de l'UMAP étaient de véritables camps de concentration où étaient jetés pêle-mêle des religieux (catholiques, dont l'actuel archevêque de La Havane, Mgr Jaime Ortega, protestants, Témoins de Jéhovah), des proxénètes, des homosexuels et tout individu considéré comme « potentiellement dangereux pour la société ». Les prisonniers durent construire eux-mêmes leurs baraquements, notamment dans la région de Camagüey. Les « personnes socialement déviantes » étaient soumises à une discipline militaire qui se transforma en un régime de mauvais traitements, de sous-alimentation et d'isolement. Pour échapper à cet enfer, des détenus s'automutilèrent. D'autres sont sortis psychologiquement détruits par leur incarcération. Une des fonctions de l'UMAP fut la « rééducation » des homosexuels. Dès avant sa création, nombre d'entre eux avaient perdu leur travail, surtout dans le domaine culturel ; l'université de La Havane fit l'objet de purges anti-homosexuelles et il était courant de « juger » les homosexuels en public sur leur lieu de travail. Ils étaient contraints de reconnaître leurs « vices », d'y renoncer ou d'être licenciés, avant d'être emprisonnés. Les protestations internationales provoquèrent la fermeture des camps de l'UMAP après deux années d'existence.

En 1964, un programme de travail forcé fut mis en place à l'île des Pins : le plan « Camillo-Cienfuegos ». La population pénale fut organisée en brigades divisées en groupes de quarante personnes, les *cuadrilla*, commandés par un sergent ou un lieutenant ; ils étaient affectés aux travaux agricoles ou à l'extraction dans des carrières, notamment de marbre. Les conditions de travail y étaient très dures, les prisonniers travaillant presque nus, habillés d'un simple caleçon. En guise de punition, les récalcitrants devaient couper de l'herbe avec les dents, et d'autres furent immergés dans des fosses d'aisances pendant plusieurs heures.

La violence du régime pénitentiaire toucha aussi bien les politiques que les droit commun. Elle commençait avec les interrogatoires conduits par le *Departemento Técnico de Investigaciones*, les sections chargées des enquêtes. Le DTI utilisait l'isolement et exploitait les phobies des détenus : une femme ayant peur des insectes fut enfermée dans une cellule infestée de cafards. Le DTI usa de pressions physiques violentes : des prisonniers

étaient contraints de monter des escaliers munis de chaussures lestées de plomb, puis étaient précipités en bas des marches. À la torture physique s'ajoutait la torture psychique, souvent médicalement suivies ; les gardiens utilisaient le penthotal et d'autres drogues afin de maintenir les détenus éveillés. À l'hôpital de Mazzora, les électrochocs étaient pratiqués à des fins répressives, sans aucune restriction. Les gardiens employaient les chiens de garde, procédaient à des simulacres d'exécution ; les cellules disciplinaires étaient sans eau ni électricité ; le détenu que l'on voulait dépersonnaliser était maintenu dans un local d'isolement.

La responsabilité, à Cuba, étant considérée comme collective, la punition l'est aussi. C'est un autre moyen de pression : les proches du détenu payent socialement l'engagement politique de leur parent. Leurs enfants n'ont pas accès à l'Université et leurs conjoints perdent leur travail.

Il faut distinguer les prisons « normales » des prisons de sécurité dépendant du GII (la police politique). La prison Kilo 5,5, située à ce kilomètre précis de l'autoroute de Pinar del Río, est une prison de haute sécurité qui existe encore de nos jours. Elle était dirigée par le capitaine Gonzalez, dit El Nato, qui mêla volontairement politiques et droit commun. Dans les cellules prévues pour deux prisonniers s'en entassaient sept ou huit, les détenus dormant sur le sol. Les cellules disciplinaires furent baptisées *Tostadoras* (grille-pain) en raison de la chaleur insupportable qui y régnait hiver comme été. Kilo 5,5, est un centre fermé où les détenus confectionnent des articles d'artisanat. Il y existe une section pour les femmes. À Pinar del Río ont été aménagées des cellules souterraines et des salles d'interrogatoire. La torture y est, depuis quelques années, plus psychologique que physique, en particulier la torture par la privation de sommeil, bien connue depuis les années trente en URSS. À la rupture du rythme de sommeil et à la perte de la notion du temps s'ajoutent les menaces à l'encontre des proches et un chantage sur la fréquence des visites. La prison Kilo 7 à Camagüey est particulièrement violente. En 1974, une rixe a causé la mort de quarante prisonniers.

Le centre du GII de Santiago de Cuba, construit en 1980, a le redoutable privilège de posséder des cellules à très hautes et très basses températures. Les prisonniers sont réveillés toutes les vingt ou trente minutes. Ce traitement peut durer des mois. Nus, coupés totalement du monde extérieur, beaucoup de prisonniers qui subissent ces tortures psychiques présentent au bout de quelque temps des troubles irréversibles.

La prison la plus tristement célèbre fut pendant longtemps la Cabãna où furent exécutés Sori Marin et Carreras. En 1982 encore, près de cent prisonniers y furent fusillés. La « spécialité » de la Cabãna était les cachots aux dimensions réduites appelés *ratoneras* (trous à rat). Elle a été désaffectée en 1985. Mais les exécutions continuent à Boniato, prison de haute sécurité où règne une violence sans limites et où des dizaines de politiques sont morts de faim. Pour ne pas être violés par les droit commun, cer-

tains s'enduisent d'excréments. Boniato demeure encore aujourd'hui la prison des condamnés à mort, qu'ils soient politiques ou droit commun. Elle est célèbre pour ses cellules grillagées, *tapiadas*. Des dizaines de prisonniers y trouvèrent la mort faute d'assistance médicale. Les poètes Jorge Valls, qui devait faire 7 340 jours de prison, et Ernesto Diaz Rodriguez ainsi que le commandant Eloy Guttierrez Menoyo ont témoigné des conditions particulièrement dures qui y règnent. En août 1995 y éclata une grève de la faim lancée conjointement par les politiques et les droit commun, pour dénoncer les conditions de vie déplorables : nourriture infecte et maladies infectieuses (typhus, leptospirose). La grève dura presque un mois.

Certaines prisons ont remis en vigueur les cages de fer. À la fin des années soixante, à la prison de Tres Macios del Oriente, les *gavetas* (cages), destinées à l'origine aux droit commun, furent occupées par des politiques. Il s'agissait d'une cellule de 1 mètre de large sur 1,8 mètre de hauteur, et longue d'une dizaine de mètres. Dans cet univers clos où la promiscuité est difficilement supportable, sans eau ni hygiène, les prisonniers, politiques et droit commun mêlés, restaient des semaines, parfois des mois.

Dans les années soixante furent inventées les *requisas* (réquisitions) à des fins répressives. En pleine nuit, les détenus étaient réveillés et violemment expulsés de leur cellule. Abrutis de coups, souvent nus, ils étaient obligés de se rassembler pour attendre la fin de l'inspection avant de pouvoir regagner leurs cellules. Les *requisas* pouvaient se répéter plusieurs fois par mois.

Les visites des proches offrent aux gardiens l'occasion d'humilier les détenus. À la Cabana, ils devaient se présenter nus devant leur famille. Les maris incarcérés devaient assister à la fouille intime de leurs épouses.

Dans l'univers carcéral de Cuba, la situation des femmes est particulièrement dramatique parce qu'elles sont livrées sans défense au sadisme des gardes. Plus de onze cents femmes ont été condamnées pour raison politique depuis 1959. En 1963, elles étaient incarcérées à la prison de Guanajay. Les témoignages rassemblés établissent l'usage de séances de passage à tabac et d'humiliations diverses. Un exemple : avant de passer à la douche, les détenues devaient se dévêtir devant les gardiens qui les frappaient. Dans le camp de Potosi, dans la zone de Las Victorios de las Tunas, on dénombrait en 1986 trois mille femmes incarcérées — délinquantes, prostituées et politiques confondues. À La Havane, la prison de Nuevo Amenacer (Nouvelle Aube) reste la plus importante. Amie de Castro de longue date, représentante de Cuba à l'Unesco dans les années soixante-dix, la doctoresse Martha Frayde a décrit ce centre carcéral où les conditions de vie étaient particulièrement dures : « Ma cellule avait six mètres sur cinq. Nous étions vingt-deux dormant sur des châlits superposés par deux ou trois. [...] Dans notre cellule, il nous arriva d'être quarante-deux. [...] Les conditions d'hygiène devenaient tout à fait insupportables.

Les bacs où nous devions nous laver étaient remplis d'immondices. Il était devenu tout à fait impossible de faire sa toilette. [...] L'eau vint à manquer. L'évacuation des toilettes devint impossible. Elles se remplirent puis débordèrent. Une nappe d'excréments se forma, envahissant nos cellules. Puis, comme un flot irrésistible, elle gagna le couloir puis l'escalier pour descendre jusqu'au jardin. [...] Les prisonnières politiques [...] firent un tel chahut que la direction de la prison se décida à faire venir un camion-citerne. [...] Avec l'eau croupie du camion, nous avons balayé les excréments. Mais l'eau de la citerne n'était pas suffisante, et il fallut continuer à vivre dans cette nappe nauséabonde qui ne fut ôtée que quelques jours plus tard¹. »

L'un des plus grands camps de concentration se situe dans la région de Camagüey, celui d'*El Manbi*, qui comptait dans les années quatre-vingt plus de trois mille prisonniers. Celui de Siboney, où là encore les conditions de vie, tout comme la nourriture, sont exécrables, a le redoutable privilège d'avoir un chenil. Les bergers allemands sont utilisés pour la recherche des prisonniers évadés.

Il existe à Cuba des camps de travail à « régime sévère ». Les condamnés qui n'ont pas rejoint leurs lieux de détention sont jugés par le tribunal populaire interne au camp et sont alors mutés dans un camp à régime sévère où les *Consejos de trabajo de los presos* (conseils de travail des prisonniers) jouent un rôle identique à celui des kapos des camps nazis : ces « conseillers » jugent et châtient leurs propres compagnons de détention.

Souvent, les peines sont alourdies à l'initiative de l'encadrement carcéral. Celui qui se rebelle voit une nouvelle peine de prison s'ajouter à sa condamnation initiale. La seconde peine sanctionne le refus de porter l'uniforme des droit commun ou celui de participer aux « plans de réhabilitation » ou encore une grève de la faim. Dans ce cas, les tribunaux, considérant que le détenu désirait porter atteinte à la sûreté de l'État, requièrent une peine de « sécurité post-délictive ». Il s'agit en fait d'un renouvellement de un à deux ans de la détention en camp de travail. Il n'est pas rare que des détenus effectuent en sus un tiers ou la moitié de leur peine initiale. Condamné à dix ans de prison, Boitel avait accumulé par ce système quarante-deux années d'incarcération.

Situé près de Santiago de Las Vegas, le camp Arco Iris est conçu pour recevoir quinze cents adolescents. Ce n'est pas le seul : il existe aussi celui de Nueva Vida (Vie nouvelle), au sud-est de l'île. Dans la zone de Palos, se trouve le Capitolo, camp d'internement spécial réservé aux enfants d'une dizaine d'années. Les adolescents coupent la canne ou font des travaux d'artisanat, tout comme les enfants envoyés en stage à Cuba par le MPLA d'Angola ou le régime éthiopien dans les années quatre-

1. Martha Frayde, *Écoute Fidel*, Denoël, 1987.

vingt. Autres pensionnaires des camps et des prisons, les homosexuels connaissent toute sorte de régime carcéral : aux travaux forcés et à l'UMAP succèdent les incarcérations « classiques » en prison. Quelquefois, ils disposent d'un quartier spécial dans l'enceinte de la prison, c'est le cas à la Nueva Carceral de La Habana del Este.

Dépourvu de tout droit, le détenu est néanmoins soumis et intégré à un « plan de réhabilitation », censé le préparer à sa réinsertion dans la société socialiste. Ce plan comprend trois phases : la première est appelée « période de sécurité maximale » et se déroule en prison ; la seconde est dite de « moyenne sécurité » et a lieu dans une *granja* (grange) ; la troisième, dite de « sécurité minimale », s'effectue à « front ouvert ».

Les détenus en « cours de plan » portaient l'uniforme bleu (*azul*) comme les droit commun. En fait, le régime a tenté par ce biais de confondre politiques et droit commun. Les politiques qui refusaient le plan étaient revêtus de l'uniforme jaune (*amarillo*) de l'armée de Batista, vexation insupportable pour les nombreux prisonniers d'opinion qui venaient des rangs de la lutte antibatistienne. Ces détenus « indisciplinés », opposés au plan (*plantado*), refusaient avec énergie aussi bien l'une que l'autre tenue. Les autorités les laissaient parfois des années entières vêtus d'un simple caleçon, d'où leurs noms de *calzoncillos*, et ils ne recevaient aucune visite. Huber Matos, qui fut l'un d'eux, témoigna : « Je vécus donc plusieurs mois sans uniforme, sans visites. J'étais au secret simplement pour avoir refusé de me soumettre à l'arbitraire des autorités. [...] J'ai préféré rester ainsi nu, au milieu des autres prisonniers également dévêtus, dans une promiscuité difficilement supportable. »

Le passage d'une phase à l'autre dépend de la décision d'un « officier rééducateur » ; en général, il veut imposer la résignation par l'épuisement physique et moral au détenu en cours de rééducation. Ancien fonctionnaire du régime, Carlos Franqui analyse ainsi l'esprit de ce système : « L'opposant est un malade et le policier son médecin. Le prisonnier sera libre quand il inspirera confiance au policier. S'il n'accepte pas la "cure", le temps ne compte pas. »

Les peines les plus lourdes se purgent en prison. La Cabãna, qui fut désactivée, en 1974, avait un quartier spécial réservé aux détenus civils (la zone 2) et un autre pour les militaires (la zone 1). En zone 2, il y eut rapidement plus de mille hommes répartis en galeries de trente mètres de long sur six de large. Il existait aussi des prisons dépendant du GII, la police politique.

Les condamnés à des peines légères de trois à sept ans d'emprisonnement sont affectés à des *fronts* ou des *granjas*. La *granja* est une innovation castriste. Elle est constituée de baraquements confiés aux gardes du ministère de l'Intérieur qui ont droit de tirer à vue sur toute personne qui

tenterait de s'échapper¹. Entourée de plusieurs réseaux de barbelés et de miradors, elle s'apparente au camp de travail correctif soviétique. Certaines granjas pouvaient contenir de cinq à sept prisonniers. Les conditions de détention sont épouvantables : travail de douze à quinze heures par jour, toute-puissance des gardiens qui n'hésitent pas à donner des coups de baïonnette aux détenus pour accélérer la cadence de travail.

Quant au « front ouvert », il s'agit d'un chantier où le prisonnier est assigné à résidence, placé généralement sous commandement militaire. Ce sont toujours des chantiers de construction où le nombre de détenus varie, de cinquante à plus d'une centaine, parfois deux cents si le chantier est important. Les détenus des granjas — politiques ou droit commun — produisent des éléments préfabriqués qu'assemblent ceux des fronts ouverts. Le détenu d'un front ouvert dispose de trois jours de permission à la fin de chaque mois. D'après divers témoignages, la nourriture y est moins mauvaise que dans les camps. Chaque front est indépendant, ce qui permet une gestion plus facile des détenus en évitant une trop forte concentration de politiques qui pourraient créer des foyers de dissidence.

Ce type de système présente un intérêt économique certain². Par exemple, tous les détenus sont mobilisés pour la coupe de la canne à sucre, la *Zafra*. Le responsable des prisons en Oriente, au sud de l'île, Papito Struch, déclara en 1974 : « Les détenus constituent la principale force de travail de l'île. » En 1974, la valeur des travaux réalisés représentait plus de 348 millions de dollars. Les organismes d'État ont recours aux prisonniers. Ainsi le Développement des travaux sociaux et agricoles (DESA) utilise pour ses chantiers environ 60 % de détenus. Les prisonniers travaillent dans des dizaines de fermes dans Los Valles de Picadura qui constituent la vitrine des bienfaits de la rééducation par le travail. Des dizaines d'hôtes du gouvernement visitèrent ces installations parmi lesquels des chefs d'État tels Leonid Brejnev, Houari Boumediene, et François Mitterrand en 1974.

Toutes les écoles secondaires de province ont été construites par des prisonniers politiques avec un encadrement civil réduit au minimum, comme quelques techniciens. En Oriente, à Camagüey, les détenus ont bâti plus de vingt écoles polytechniques. Dans toute l'île, de nombreuses centrales sucrières existent grâce à leur travail. L'hebdomadaire *Bohemia* détailla d'autres travaux réalisés par la main-d'œuvre carcérale : laiteries, centrales d'élevages bovins dans la province de La Havane ; ateliers de charpente et écoles secondaires à Pinar del Río ; une porcherie, une laiterie, un atelier de charpente à Matanzas ; deux écoles secondaires et dix laiteries à Las Villas... Les plans de travail, chaque année plus exigeants, requièrent une quantité de plus en plus importante de prisonniers.

1. Alfredo Carrion fut abattu à bout portant par un gardien connu sous le nom de « Jaguey Grande » pour avoir tenté de s'évader de la Granja Melena 2.

2. L'hebdomadaire gouvernemental *Bohemia* reconnut, en avril 1973, « l'utilisation de prisonniers contre-révolutionnaires dans des tâches d'intérêt public ».

En septembre 1960, Castro a créé les Comités de défense de la révolution (CDR). Ces comités de quartiers ont pour base la *cuadra*, le pâté de maisons à la tête duquel est placé un responsable chargé de surveiller les menées « contre-révolutionnaires » de l'ensemble des habitants. Ce quadrillage social est particulièrement serré. Les membres du comité sont tenus d'assister aux réunions du CDR et sont mobilisés pour accomplir des rondes afin de déjouer l'« infiltration ennemie ». Ce système de surveillance et de délation fait que l'intimité des familles n'existe plus.

La finalité des CDR éclata au grand jour lorsqu'en mars 1961, à l'instigation de R. Valdés, le chef de la Sûreté, une gigantesque rafle fut organisée et réalisée en un week-end. Ce fut à partir des listes établies par les CDR que plus de cent mille personnes ont été interpellées et plusieurs milliers d'entre elles conduites dans des centres de détention : stade, immeuble ou gymnase.

Les Cubains furent profondément commotionnés par l'exode massif du port de Mariel en 1980. Ils le furent d'autant plus que les CDR organisèrent sur ordre des *actos de repudio* (actes de reniement) destinés à marginaliser socialement et à briser moralement les opposants — désormais affublés du nom de *gusanos* (vers de terre) — et leur famille. Rassemblée devant la maison de l'opposant, une foule haineuse la bombarde de pierres et s'en prend à ses habitants. Des slogans castristes et des insultes sont inscrits sur les murs. La police n'intervient que lorsque « l'action révolutionnaire de masse » devient physiquement dangereuse pour la victime. Cette pratique de quasi-lynchage nourrit au sein de la population des sentiments de haine réciproque dans une île où tout le monde connaît tout le monde. Les *actos de repudio* déchirent les liens entre voisins, altèrent le tissu social pour mieux imposer la toute-puissance de l'État socialiste. La victime, conspuée aux cris de « *Afuera gusano !* » (« Dehors ver de terre ! »), « *Agente de la CIA !* » et, bien entendu, « *Viva Fidel !* » n'a aucun moyen de se défendre en justice. Le président du Comité cubain pour les droits de l'homme, Ricardo Bofill, fut soumis à un acte de reniement en 1988. En 1991, ce fut au tour du président du mouvement chrétien Libération, Oswaldo Payas Sardinias, d'en être victime. Mais, devant la lassitude des Cubains pour cette débauche de haine sociale, les autorités firent appel à des assaillants venant d'autres quartiers que celui de leurs victimes.

Selon l'article 16 de la Constitution, l'État « organise, dirige et contrôle l'activité économique en accord avec les directives du Plan unique de développement économique et social ». Derrière cette phraséologie collectiviste se cache une réalité plus prosaïque : le Cubain ne dispose ni de sa force de travail ni de son argent dans son propre pays. En 1980, le pays connut une vague de mécontentements et des troubles : des entrepôts furent brûlés. La DSE arrêta aussitôt cinq cents « opposants » en moins de soixante-douze heures. Puis les services de sécurité intervinrent en pro-

vince contre les marchés libres paysans et pour finir, une vaste campagne contre les trafiquants du marché noir fut lancée dans tout le pays.

Adoptée en mars 1971, la loi n° 32 réprimait l'absentéisme sur le lieu de travail. En 1978 fut promulguée la loi de « dangerosité pré-délictive ». Autrement dit, un Cubain pouvait désormais être arrêté sous n'importe quel prétexte si les autorités estimaient qu'il représentait un danger pour la sécurité de l'État, même s'il n'avait accompli aucun acte en ce sens. De fait, cette loi institue comme crime la manifestation de toute pensée non conforme aux canons du régime. Et même plus, puisque chacun devient potentiellement suspect.

Après l'UMAP, le régime utilisa des détenus du Service militaire obligatoire. Créée en 1967, la Colonne juvénile du centenaire¹ est devenue en 1973 *El Ejército Juvenil del Trabajo* (l'Armée du travail de la jeunesse). Organisation paramilitaire, les jeunes gens travaillent dans les champs et participent à des travaux de construction dans des conditions bien souvent épouvantables, avec des horaires difficilement supportables pour un salaire ridicule de 7 pesos, soit un tiers de dollar en 1997.

Cette militarisation de la société était présente dès avant la guerre en Angola. Tout Cubain ayant accompli son service militaire devait faire contrôler son livret par un comité militaire et s'y présenter tous les six mois pour la vérification de son statut (travail, adresse).

Dès les années soixante, les Cubains ont « voté avec leurs rames ». Les premiers à quitter Cuba massivement, dès 1961, furent les pêcheurs. Le *balseero*, équivalent cubain du boat-people d'Asie du Sud-Est, appartient au paysage humain de l'île au même titre que le coupeur de canne. L'exil est subtilement utilisé par Castro comme moyen de régulation des tensions internes à l'île. Ce phénomène, présent dès l'origine, a été ininterrompu jusqu'au milieu des années soixante-dix. Beaucoup ont rejoint la Floride ou la base américaine de Guantánamo.

Mais le phénomène fut porté à la connaissance du monde entier avec la crise d'avril 1980. Des milliers de Cubains investirent l'ambassade du Pérou à La Havane, réclamant des visas de sortie pour échapper à un quotidien insupportable. Au bout de plusieurs semaines, les autorités autorisèrent cent vingt-cinq mille d'entre eux — sur une population qui à l'époque comptait dix millions d'habitants — de quitter le pays en s'embarquant dans le port de Mariel. Castro en profita pour « libérer » les malades mentaux et les petits délinquants. Cet exode massif fut la manifestation du désaveu du régime puisque les *Marielitos*, comme ils furent appelés, venaient des couches les plus humbles de la société auxquelles le régime prétendait porter une grande attention. Blancs, mulâtres et Noirs, le plus souvent jeunes, fuyaient le socialisme cubain. Après l'épisode de Mariel, de nombreux Cubains s'inscrivirent sur des listes pour obtenir le

1. Il s'agit du centenaire de la révolte contre les Espagnols en 1868.

droit de quitter leur pays. Dix-sept ans plus tard, ils attendent toujours cette autorisation.

Au cours de l'été 1994, La Havane a été le théâtre, pour la première fois depuis 1959, de violentes émeutes. Des candidats au départ ne pouvant embarquer sur les *balsas*, les radeaux de fortune, se sont affrontés aux policiers. Dans les rues du quartier Colomb, le front de mer — le *Malecón* — fut mis à sac. Le rétablissement de l'ordre a entraîné l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes, mais, finalement, Castro a autorisé de nouveau l'exode de vingt-cinq mille personnes. Depuis, les départs n'ont pas cessé et les bases américaines de Guantánamo et Panamá sont saturées d'exilés volontaires. Castro a aussi tenté de freiner ces fuites en radeaux en envoyant des hélicoptères bombarder les frêles embarcations avec des sacs de sable. Près de sept mille personnes ont péri en mer au cours de l'été 1994. Au total on estime qu'un tiers des balseros sont morts au cours de leur fuite. En trente ans, près de 100 000 Cubains ont tenté l'évasion par mer. Au total, les divers exodes font que Cuba compte actuellement 20 % de ses citoyens en exil. Sur une population totale de 11 millions d'habitants, près de 2 millions de Cubains vivent hors de l'île. L'exil a déstructuré les familles et on ne compte plus celles qui sont éparpillées entre La Havane, Miami, l'Espagne ou Puerto Rico...

De 1975 à 1989, Cuba a porté à bout de bras le régime marxiste-léniniste du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA — voir la contribution d'Yves Santamaría) auquel s'opposait l'UNITA de Jonas Savimbi. Aux innombrables « coopérants » et aux dizaines de « conseillers techniques », La Havane ajouta un corps expéditionnaire de cinquante mille hommes¹. L'armée cubaine s'est conduite en Afrique comme en terrain conquis. Les trafics ont été nombreux (argent, ivoire, diamants) et la corruption endémique. Lorsqu'en 1989 les accords de New York sanctionnèrent la fin du conflit, les troupes cubaines, à majorité noires, furent rapatriées. Mais leurs pertes sont évaluées entre sept mille à onze mille tués.

Les convictions de nombreux officiers avaient été ébranlées par cette expérience. Le général Arnaldo Ochoa — chef du corps expéditionnaire en Angola et par ailleurs membre du Comité central du Parti communiste — entreprit d'organiser un complot pour renverser Castro. Arrêté, il a été jugé par un tribunal militaire en compagnie de plusieurs hauts responsables des forces armées et des services de sécurité dont les frères La Guardia. Ces derniers avaient trempé dans le trafic de drogue pour le compte du service MC, service spécial surnommé par les Cubains « Mari-

1. La volonté de soutenir les révolutions hors Cuba est constante chez Castro jusque dans les années quatre-vingt. En 1979-1980, il envoie six cents conseillers militaires à Grenade pour conforter le régime du socialiste pro-soviétique de Maurice Bishop. En 1983, lors de leur intervention, les Américains firent prisonniers sept cent cinquante Cubains.

huana y Cocaina ». Ce n'était pas le cas d'Ochoa qui n'avait rapporté d'Angola qu'un peu d'ivoire et des diamants. En réalité, Castro a saisi l'occasion de se débarrasser d'un rival potentiel qui, par son prestige et ses hautes fonctions politiques, était susceptible de canaliser le mécontentement. Une fois Ochoa condamné et exécuté, l'armée a été épurée, ce qui l'a déstabilisée et traumatisée un peu plus. Conscient du fort ressentiment des officiers à l'égard du régime, Castro a confié la direction du ministère de l'Intérieur à un général proche de Raúl Castro, son prédécesseur ayant été sacrifié pour « corruption » et « négligence ». Le régime ne peut désormais compter avec certitude que sur la dévotion aveugle des Forces spéciales.

En 1978, il y avait entre 15 000 et 20 000 prisonniers d'opinion. Beaucoup venaient du M-26, des mouvements étudiants antibatistiens, des maquis de l'Escambray ou des anciens de la baie des Cochons. En 1986¹, on dénombrait de 12 000 à 15 000 prisonniers politiques incarcérés dans cinquante prisons « régionales » réparties dans toute l'île. À cela s'ajoutent aujourd'hui de multiples fronts ouverts renforcés par des brigades de cinquante, cent, voire deux cents prisonniers. Certains fronts ouverts sont organisés en milieu urbain. Ainsi La Havane en comptait six à la fin des années quatre-vingt. Aujourd'hui, le gouvernement reconnaît l'existence de quatre à cinq cents prisonniers politiques. Cependant, au printemps 1997, Cuba connut une nouvelle vague d'arrestations. Au dire des responsables cubains des droits de l'homme, eux-mêmes souvent anciens détenus, on ne torture plus physiquement à Cuba. Selon ces mêmes responsables et Amnesty International, il y aurait en 1997 entre 980 et 2 500 prisonniers politiques (hommes, femmes et adolescents).

Depuis 1959, plus de cent mille Cubains ont connu les camps, les prisons ou les fronts ouverts. De 15 000 à 17 000 personnes ont été fusillées. « Pas de pain sans liberté, pas de liberté sans pain », proclamait en 1959 le jeune avocat Fidel Castro. Mais, comme le précisait un dissident avant le début du « régime spécial » — la fin de l'aide soviétique : « Une prison même pourvue en vivres reste toujours une prison. »

Tyran qui semble hors du temps, Castro, face aux échecs de son régime et aux difficultés que connaît Cuba, affirmait en 1994 qu'il « préférerait mourir [plutôt] que de renoncer à la révolution ». Quel prix devront encore payer les Cubains pour satisfaire son orgueil ?